

23 septembre 2011

Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

À : Le très hon. Stephen Harper, premier ministre
L'hon. John Baird, ministre des Affaires étrangères
L'hon. Leona Aglukkaq, ministre de la Santé
L'hon. Bev Oda, ministre de la Coopération internationale
Nycole Turmel, Chef du Nouveau Parti démocratique et de l'Opposition
L'hon. Bob Rae, chef du Parti libéral
Elizabeth May, chef du Parti vert
Paul Dewar, porte-parole du Nouveau Parti démocratique en matière d'Affaires étrangères
Libby Davies, porte-parole du Nouveau Parti démocratique en matière de Santé
Hélène Laverdière, porte-parole du Nouveau Parti démocratique en matière de la Coopération internationale
L'hon. Dominic Leblanc, porte-parole du Parti libéral en matière d'Affaires étrangères
L'hon. Hedy Fry, porte-parole du Parti libéral en matière de Santé
L'hon. Mark Eyking, porte-parole du Parti libéral en matière de la Coopération internationale
Louis Plamondon, Président du caucus du Bloc Québécois

Objet : La Russie et les Objectifs du Millénaire pour le développement

À titre d'organismes non gouvernementaux représentant des communautés affectées et œuvrant à la prévention, aux soins et aux traitements en matière de VIH/sida, au Canada et dans le monde, nous vous adressons la présente en vue du Forum international sur l'Objectif du Millénaire pour le développement 6 (OMD 6) qui se tiendra à Moscou, Russie, du 10 au 12 octobre 2011. Cette rencontre est une occasion cruciale d'exhorter les gouvernements de la région à respecter leur engagement à atteindre, d'ici à 2015, les cibles de l'OMD 6.

En Europe de l'Est et en Asie centrale, où l'épidémie du VIH croît plus rapidement que presque partout au monde, la Russie et l'Ukraine recensent 90 p. cent des nouvelles infections à VIH dans la région.¹ L'injection de drogue y est un important catalyseur de l'épidémie. En Russie, le nombre d'utilisateurs d'opiacés est estimé à 1,7 million,² dont une majorité pratiquent l'injection. De façon générale, 37 p. cent des personnes qui s'injectent des drogues ont le VIH,³ et dans certaines régions du pays, la prévalence du VIH parmi ce groupe atteint les 61 p. cent.⁴

La Russie se présente comme un chef de file de la lutte régionale au VIH/sida, bien qu'elle ne verse que des fonds très limités à la prévention du VIH fondée sur des données, parmi les personnes qui s'injectent des drogues. Des programmes cruciaux de prévention du VIH pour les utilisateurs de drogue, notamment des programmes d'échange de seringues (PÉS), y sont financés principalement par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ce financement externe est provisoire, et l'on estime qu'il ne joint que 7 p. cent des individus ayant besoin de tels services.⁵ Le traitement de substitution aux opiacés (TSO), reconnu par l'OMS, l'ONUSIDA et l'ONUSIDA comme le moyen le plus efficace de traiter la dépendance aux opioïdes et de réduire la transmission du VIH parmi les personnes qui s'en injectent, est illégal en Russie. Une telle approche est intenable, vu la nature de l'épidémie dans ce pays et dans le reste de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale. Le

fait que la Russie rejette ces politiques fondées sur des données probantes — et appuyées par les États membres de l'ONU dans la *Déclaration politique et Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue* (2009) — la rend inapte à être leader d'une riposte régionale efficace contre le VIH.

Dans d'autres pays de la région, on fait beaucoup plus pour répondre à l'épidémie du VIH parmi les populations les plus vulnérables, mais il persiste un manque de services essentiels de réduction des méfaits dans la plupart des pays et territoires où l'injection de drogue est documentée.⁶ De plus, dans pratiquement tous les pays où des PÉS et le TSO sont disponibles, leur couverture demeure trop limitée pour avoir un impact sur l'épidémie.^{7, 8}

Nous invitons respectueusement votre gouvernement à livrer les messages suivants, lors du Forum sur l'OMD 6 :

- **Inciter le Gouvernement de la Russie à appuyer des programmes urgemment requis** pour les populations les plus vulnérables à l'infection par le VIH, notamment le TSO et des PÉS pour les personnes qui s'injectent des drogues. Sans cet appui, il sera impossible d'atteindre l'OMD 6 d'ici à 2015.
- **Inciter tous les gouvernements de la région à réaffirmer une approche centrée sur la santé en matière de drogue**, en rehaussant les programmes actuels qui fournissent des services de réduction des méfaits et de prévention du VIH aux personnes qui s'injectent des drogues et à d'autres populations vulnérables.

Signataires :

Canadian Aboriginal AIDS Network
Canadian Harm Reduction Network
Centre for Addictions Research of BC,
University of Victoria
Coalition interagence sida et développement
Réseau canadien d'info-traitements sida
Réseau juridique canadien VIH/sida

Société canadienne du sida
Streetworks
Urban Health Research Initiative, BC Centre
for Excellence in HIV/AIDS
AMAN Program for Adolescents health and
AIDS (Gaza Strip)

¹ Rapport de l'ONUSIDA sur l'épidémie mondiale, feuillet d'information sur l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

² Rapport mondial sur les drogues 2011, ONUDC, p. 51.

³ Rapport mondial sur les drogues 2009, ONUDC, p. 57.

⁴ Federal Service for Surveillance of Consumer Rights Protection and Human Well-Being of the Russian Federation (Rosпотребнадзор), *Country Progress Report of the Russian Federation on the Implementation of the Declaration of Commitment on HIV/AIDS — Adopted at the 26th UNGASS, June 2001 (Reporting period January 2008 – December 2009)*, 2008.

⁵ Bradley M. Mathers et coll., pour le compte du Groupe de référence de 2009 des Nations Unies sur le VIH et la consommation de drogues injectables, *HIV prevention, treatment, and care services for people who inject drugs: a systematic review of global, regional, and national coverage*. Il est à noter que l'estimation a été faite en 2009, avant que des PÉS soient fermés en Russie.

⁶ *Déclaration d'engagement sur le VIH/sida (2001)*, Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida, 25-27 juin 2001, par. 7.

⁷ *Déclaration politique sur le VIH/sida*, Résolution 60/262 de l'Assemblée générale de l'ONU, 2 juin 2006, par. 14.

⁸ Cook C., *The Global State of Harm Reduction: Key Issues for Broadening the Response*, 2010, Londres, International Harm Reduction Association.